

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

**FAIT DIVERS**

**DIMANCHE NOIR**  
**A DJAMTA COPE**

P.4

**Lumière :**

**La marque**  
**de la bête**

(10<sup>è</sup> partie)

**Le Togo bénéficie de 1300 milliards FCFA pour la construction d'une autoroute Lomé - Cinkassé :**

**Le Président Faure Gnassingbé mobilise les bailleurs de fonds pour la construction**

**du Togo tandis que Jean-Pierre**

**Fabre compte sur les fonds**

**illicites issus des activités**

P.3

**criminelles pour bâtir le pays**



Le Président Faure Gnassingbé



Jean-Pierre Fabre

**Les USA doivent ouvrir l'œil sur le leader de l'ANC et ses véritables intentions**

**Dossier :**

**Le Togo sur la bonne voie pour son éligibilité au Millenium Challenge Account**

P.6

**Politique d'électrification rurale et urbaine :**



Dr Gnadé Djétéli, Dg de la CEET

**La CEET innove pour répondre aux attentes de la clientèle**

P.5

**Enfin la CENI au complet avec ses 17 membres :**

**Malgré les tergiversations du CST et de l'Arc-en-ciel, l'UFC demeure un parti de l'opposition**



P.3

Vue partielle des députés, avec au premier rang ceux du groupe parlementaire ANC-ADDI

# Forum national d'échange de la société civile : Les acteurs déterminés à parler d'une seule voix

Le forum national d'échange de la société civile organisé par le FOSCAO-Togo (Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest), a réuni vendredi dernier à Lomé une cinquantaine de participants. A travers cette rencontre, les responsables de cette organisation entendent amener la société civile togolaise à parler d'une même et seule voix au prochain forum régional des peuples de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).



Photo de famille des participants au Forum

Mobiliser la société civile togolaise et de conférer une base représentative à la participation de notre pays à ce forum, tel est l'objectif premier assigné à cette rencontre d'une journée. Il s'agit d'une façon précise

de :  
- fournir un cadre de concertation inter organisations de la société civile et de dialogue avec leurs partenaires ;  
- mettre en place les groupes thématiques et constituer le comité de pilotage de FOSCAO-Togo ;  
- développer un plan d'action de FOSCAO-Togo ;  
- proposer des pistes de discussions ou d'action au Forum des Peuples.

" En prélude au Forum régional des peuples, nous avons trouvé nécessaire de discuter sur le plan national pour une harmonisation des causes à défendre lors du forum régional des peuples de la CEDEAO dont la date et le lieu restent à définir ", a expliqué M. Amegadze Kokou, coordonnateur du FOSCAO-Togo.

Une société civile bien organisée, à travers son rôle, peut impacter les activités des Etats.

La représentante de la secrétaire permanente de la Cellule CEDEAO-UEMOA, Mme Sokongbé Eléonore a salué l'initiative du FOSCAO-Togo et laissé entendre que " la société civile est un pilier du développement durable ", vu le travail abattu par celle-ci.

A la fin des travaux, un comi-

té de pilotage a été mis en place.

Pour rappel, le FOSCAO a été créé en décembre 2003 à Accra au Ghana par des organisations de la société civile venues des 15 Etats membres de la CEDEAO pour la mobilisation de la société civile, la concertation et l'action d'accompagnement pour relever les défis de la communauté.

La CEDEAO, en créant le FOSCAO, s'est rendue compte que les instruments mis en place avaient du mal à produire les effets escomptés sur le terrain du fait, notamment de leur méconnaissance par les bénéficiaires (les peuples de la communauté) eux-mêmes. Le cas de la libre circulation est le plus illustratif de cette situation.

**.Pierre Agbanda**

## Journées portes ouvertes du Ministère de l'urbanisme et de l'habitat

Mieux connaître les actions du ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat pour un meilleur cadre de vie au Togo, tel est le thème des journées portes ouvertes qu'organise le ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat du 16 au 18 septembre 2014 au Palais des congrès de Lomé.

Ouvertes depuis le mardi dernier par le Premier Ministre Arthème Ahoomey-Zunu, les

Journées portes ouvertes ont pour objectif de faire connaître les différents services du département de l'Urbanisme et de l'Habitat. Elles visent à sensibiliser les Togolais sur les meilleures pratiques en matière d'urbanisation, afin d'éviter les problèmes fonciers devenus récurrents dans notre pays.

A cet effet, le Premier ministre a saisi l'occasion pour aborder la question foncière qui constitue de nos jours, un

sérieux problème tant pour les collectivités locales que pour les acquéreurs de parcelles de terrain. "La question foncière empoisonne chaque jour la vie de nos concitoyens, et il importe d'améliorer leur accès aux informations utiles sur les conditions d'accès aux fonciers pour qu'ils sachent quelle démarche suivre jusqu'à l'obtention des droits de propriété", a estimé le Premier ministre Séléagodji.

Il a, par ailleurs, mis un accent particulier sur la prise de conscience des agents qui travaillent au ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat, pour une meilleure responsabilisation de ceux-ci en vue de la résolution des problèmes fonciers dans lesquels certains de ses agents sont impliqués d'une manière ou d'une autre.

Pour le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, M. Fiatuwo Sessenou, ces jour-

nées portes ouvertes consistent à informer et à sensibiliser les populations sur les missions de son département en leur fournissant les informations nécessaires, les services liés aux fonciers, à l'urbanisme et à la conscience professionnelle afin d'assurer un meilleur cadre de vie à tous les citoyens.

" Nous voulons un meilleur cadre de vie pour tous les Togolais, c'est pour cela que le ministère de l'Habitat s'est ouvert au public ", a déclaré le ministre. Il s'est engagé à œuvrer pour que chaque citoyen puisse savoir où se diriger pour avoir les informations adéquates et éviter d'être victime de malversations de la part des personnes mal intentionnées.

Rappelons que Plusieurs membres du gouvernement étaient présents au lancement des activités de ces journées portes ouvertes pour témoigner de leur attachement à la question foncière.

**Dao Espoir**

## Contribution du Togo aux discussions sur la mise en œuvre des objectifs de l'Agenda de développement post-2015 :

### Les travaux des consultations nationales restitués jeudi dernier

Le Togo a procédé, le jeudi 11 septembre dernier à Lomé, à la restitution des résultats de la deuxième phase des consultations nationales sur la mise en œuvre des objectifs de l'agenda de développement post 2015. Le thème retenu pour cette rencontre est : "Le renforcement des capacités et la construction des institutions efficaces".



La table lors de la rencontre

L'objectif de ces consultations est de fournir une contribution nationale au débat mondial dans la mise œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement en lien avec les capacités institutionnelles, et les actions à entreprendre pour donner plus de chance de réalisation à ces objectifs de développement post 2015.

La cérémonie a été co-présidée par le ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, M. Gilbert Bawara, et la Coordinatrice du Système des Nations Unies au Togo, Mme Khardiata Lo N'Diaye, en présence d'un parterre d'invités.

Le Togo fait partie de la cen-

taine de pays retenus pour conduire les consultations nationales initiées en septembre 2012 par les Nations Unies dans la perspective de définir un agenda post 2015. Ainsi en 2013, le pays a conduit une vaste consultation nationale sur l'agenda de développement post 2015 qui a permis aux populations de confirmer globalement la pertinence des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), tout en déplorant les faibles progrès réalisés.

A la suite des résultats des consultations nationales, les Etats membres ont clairement exprimé le vœu d'approfondir l'analyse sur la manière dont les prochains objectifs de dévelop-

pement en cours de validation seront délivrés à travers des consultations thématiques par pays. Le renforcement durable des capacités et l'édification d'institutions solides faisaient partie des principaux défis à relever dans toutes les politiques de développement au Togo pour espérer des avancées significatives dans la trajectoire du développement du pays.

Les consultations ont connu la participation de près de 200 acteurs des secteurs public et privé, des Organisations de la Société Civile (OSC), des organisations de femmes, des partenaires techniques et financiers.

Cette deuxième phase de consultations offre une nouvelle

fois l'opportunité au Togo d'apporter une contribution de qualité à la définition des objectifs de développement post 2015.

La coordinatrice du Système des Nations Unies a indiqué que, " la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs nationaux et internationaux en matière de développement repose sur la capacité des individus, des organisations et des sociétés à se transformer afin d'atteindre leurs objectifs en matière de développement ".

Selon elle, l'objectif de ces consultations thématiques est " d'identifier, d'un point de vue normatif, les principales leçons tirées de l'expérience togolaise quant au rôle des capacités et institutions dans les processus de développement ". Il s'agit également, poursuit-elle, de " mieux éclairer la conception et la mise en œuvre des programmes, projets et activités relatifs au renforcement des capacités dans la mise en œuvre des objectifs mondiaux de développement ".

Des débats très animés ont suivi la présentation des résultats des consultations.

**Pierre Agbanda**

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

**Directeur de la Publication**

**ALIZIOU ESSODINA**  
90 01 21 69

**REDACTION**

**AGBANDA Pierre**  
**Carole AGHEY**  
**A. KAPO**  
**B. Talom.**  
**Jean-Pierre B.**

**Imprimerie St Louis**  
Tirage : 2000 ex.

# Le Togo bénéficie de 1300 milliards FCFA pour la construction d'une autoroute Lomé - Cinkassé : Le Président Faure Gnassingbé mobilise les bailleurs de fonds pour la construction du Togo tandis que Jean-Pierre Fabre compte sur les fonds illicites issus des activités criminelles pour bâtir le pays - LES USA DOIVENT OUVRIR L'ŒIL SUR LE LEADER DE L'ANC ET SES VÉRITABLES INTENTIONS

Le président Faure Gnassingbé vient de rentrer de Dubaï où il a participé à un sommet économique avec ses pairs de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ce sommet avait pour objectif principal de mobiliser les ressources pour financer les projets de développement dans les huit Etats de l'UEMOA. Le Togo qui a soumis l'un des plus grands projets, en l'occurrence la construction d'une autoroute de Lomé à Cinkassé, a décroché un financement d'un montant de 1300 milliards de FCFA.

Cette information a enchanté tous les Togolais qui voient dans ce projet une avancée tangible dans le processus de développement du Togo car la réalisation de cette infrastructure permettra une fluidité dans le transport et évitera des accidents récurrents sur la nationale N°1. Le président Faure Gnassingbé qui avait inscrit la construction de cette autoroute (longue de près de 700km) dans les 20 projets prioritaires qu'il avait promis aux Togolais lors de sa précédente campagne présidentielle, va concrétiser cette promesse grâce à ce financement.

Au moment où le président Faure arpente monts et vallées pour attirer les investisseurs et lancer le Togo sur la route de l'émergence, le président de l'ANC, Jean-Pierre Fabre, a choisi d'organiser, quant à lui, une grande conférence de presse pour annoncer aux Togolais qu'il a une vision pour le Togo. Ce qui est normal pour un chef de file de l'opposition qui aspire à prendre un jour la destinée du pays. Seulement voilà : l'homme politique compte s'appuyer non pas sur les partenaires au développement, mais plutôt sur des fonds illicites pour bâtir le pays.

Pour Jean-Pierre Fabre qui cite le rapport de l'ONG américaine GFI, de 2002 à 2011, près de 9233,5 milliards de FCFA de fonds illicites sont sortis du pays pour des destinations inconnues. Il accuse le régime en place de détournement et de pillage systématique des ressources de l'Etat. " Le Togo aurait pu payer plus de deux fois la totalité de sa dette si les flux illicites sortis du pays rien qu'en 2008, avaient atterri au Trésor public ", a-t-il martelé.

Cette sortie du leader de l'ANC a surpris les économistes, les milieux d'affaires et certains diplomates qui ont du mal



Faure Gnassingbé au Sommet de Dubaï



Jean-Pierre Fabre

à le comprendre. Comment comprendre que Jean-Pierre Fabre qui dit à qui veut l'entendre qu'il a fait des TD (Travaux dirigés) en économie à notre ancien Premier ministre Houngbo Gilbert, puisse se jeter sur un rapport publié depuis décembre 2013 par GFI pour s'en servir sans prendre soins de lire tout

son contenu avant toute exploitation politique ? Les fonds illicites dont parle Jean-Pierre Fabre ont été bien expliqués dans ce rapport.

Selon les estimations de GFI, la corruption sous forme de pots-de-vin ou de malversation ne représente que 3 % environ des flux illicites, les activités criminel-

les telles que le trafic de drogue et la contrebande, 30% à 35%, et les transactions commerciales des multinationales, pas moins de 60 % à 65 %.

Malgré cette explication contenue dans le même rapport, Jean-Pierre Fabre annonce aux Togolais et à la communauté internationale que s'il est élu pré-

sident du Togo, il s'appuiera sur ces fonds illicites issus à 95% des activités criminelles pour construire le pays au lieu d'aller vers les bailleurs de fonds comme le fait actuellement le président Faure. Une déclaration qui doit amener le monde entier à se méfier de lui.

En effet, les activités criminelles qui génèrent ces fonds illicites, sont entre autres le trafic de drogue, le braquage de banques, la pédophilie, le braconnage et le blanchiment de capitaux. Et ces fonds financent à 80% le terrorisme à travers le monde entier.

Si le président national de l'ANC compte sur cet argent pour bâtir le Togo, cela veut dire que s'il est élu président du Togo, il légalisera le trafic de drogue et d'espèces animales sauvages protégées comme les éléphants

Suite à la page 4

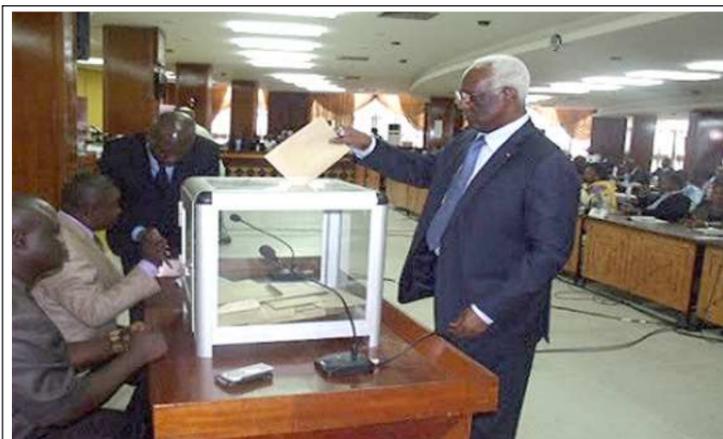
## Enfin la CENI au complet avec ses 17 membres : Malgré les tergiversations du CST et de l'Arc-en-ciel, l'UFC demeure un parti de l'opposition

Après le renouvellement des membres de la Cour Constitutionnelle, l'Assemblée Nationale est parvenue à élire les dix sept (17) membres qui vont désormais siéger au sein de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Les tractations en vue de leur renouvellement ont abouti dans la journée d'hier après plusieurs semaines de tergiversation de la branche radicale de l'opposition.

Après une suspension et un report de la séance de travail destinée au renouvellement des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), les élus du peuple ont fini par accorder leurs voix sur une liste de 17 membres devant siéger au sein de cette institution chargée d'organiser et de superviser les prochaines consultations électorales au Togo.

A l'origine du blocage qui avait entraîné le report de la séance, la difficulté qu'éprouvaient les députés de l'opposition à s'entendre sur la répartition des cinq (05) membres devant représenter l'opposition parlementaire au sein de cet organe, après le choix des trois (3) représentants de la Société Civile et des (3) représentants des partis politiques extra parlementaires.

Cette bataille entre les partis de l'opposition parlementaire à cause d'une seule place au sein de la CENI, prouve à suffisance la glotonnerie de certaines formations politiques qui cherchent à



Dama Dramani, pdt de l'AN, lors du vote

imposer leur hégémonie.

En effet, c'est un membre de cette opposition parlementaire, en l'occurrence la coalition Arc-en-ciel qui avait jeté le pavé dans la marre en réclamant que le président du parlement élucide la position de l'UFC qui est pourtant un part de l'opposition. Cette position était soutenue par la branche radicale de l'opposition parlementaire. "Pour ce qui concerne la représentativité de l'UFC comme un parti de l'opposition parlementaire, pour l'ANC-ADDI c'est non. Nous avons avalé assez de couleuvres pour qu'on nous oblige encore à en avaler. Nous avons accepté de présider 2 commissions avec 19 députés alors que l'UFC préside une commission avec seulement 2 députés. Nous ne pouvons plus supporter cela pour cette fois", avait martelé Isabelle Améganvi, présidente du groupe parlementaire ANC-ADDI.

Malgré la réponse sans ambages de Dama Dramani, président

de l'Assemblée Nationale, l'opposition parlementaire avait fait de cette réclamation une fixation qui a duré plusieurs jours.

### Tout ce temps perdu pour ça ?

Au vu de ses tergiversations inutiles, certains observateurs se demandent s'il faut finalement prendre en considération cette opposition qui ne sait même pas ce qu'elle veut et qui excelle dans la fabrication de pétards mouillés ? Et pour cause, ce sujet qui a alimenté les débats au détriment des problèmes de taille, n'a été en fait qu'un moment de distraction et de perte d'énergie.

L'opposition parlementaire, au lieu de faire des propositions concrètes pour faire avancer le débat politique, s'érige en contrepoids de l'évolution démocratique du pays. Tout ce temps perdu à rejeter une évidence qu'on finit par accepter, toute honte bue !

JPB

### Voici la liste complète des 17 membres devant siéger à la CENI :

#### A titre de la Majorité parlementaire (UNIR)

- 1- Bagbiegue Taïrou
- 2- Bakaï Bawoubadi
- 3- Mme Dosseh Mokpokpo
- 4- M. Kekeh Koffi Ayéfoumè
- 5- M. Ouro-Akondo Bandifoh

#### A titre de l'Opposition parlementaire

- 1- Amelewonou Essem Edoh (ANC-ADDI)
- 2- Atantsi Edem (ANC-ADDI)
- 3- Homawoo Jean-Claude (UFC)
- 4- Nabourema Bemba (ANC-ADDI)
- 5- Passoki N'Galou (Arc-en-ciel)

#### A titre des Partis politiques extraparlémentaires

- 1- Kolani Lardja Kinam (PDR- Parti pour la démocratie et le renouveau)
- 2- Sibabi Boutchou (CDPA- Convention démocratique des peuples africains)
- 3- Tchalla Biauou (PSR- Pacte socialiste pour le renouveau)

#### A titre de la Société civile

- 1- Daté Yao (COPED- centre d'observation et de promotion de l'Etat de droit)
- 2- Mme Nimon Batchassi Baloukina-Eza (REFAMP/Togo- Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires)
- 3- Tabiou Taffa Issifou (AEP- Association pour l'Education et le Progrès)

#### A titre de l'Administration

- 1- Kegbero Latifou Seigneur (Administration)

# Le Togo bénéficie de 1300 milliards FCFA pour la construction d'une autoroute Lomé - Cinkassé : Le Président Faure Gnassingbé mobilise les bailleurs de fonds pour la construction du Togo tandis que Jean-Pierre Fabre compte sur les fonds illicites issus des activités criminelles pour bâtir le pays - LES USA DOIVENT OUVRIR L'ŒIL SUR LE LEADER DE L'ANC ET SES VÉRITABLES INTENTIONS

Suite de la page 3

et les rhinocéros, et hébergera les voleurs et autres braqueurs des banques. Ces fléaux que combat farouchement le président Faure Gnassingbé avec l'appui des partenaires, seront donc autorisés par Jean-Pierre Fabre s'il est élu président de ce pays.

Outre l'argent provenant de la drogue et autres crimes, le chef de file de l'opposition compte également sur les transactions commerciales des multinationales qui constituent 65% des

fonds illicites pour développer le Togo.

En clair, sous le "président" Jean-Pierre Fabre, les investisseurs seraient contraints de quitter le Togo puisque ce "professeur" d'économie entend bloquer leur argent pour construire le Togo et payer ses dettes. Les multinationales telles que Moov, Air France, UAT, WACEM, et autres sociétés seraient donc obligées de plier bagage.

Jean-Pierre Fabre serait-il heureux de voir des milliers de Togolais dont des militants de

l'ANC réduits au chômage ? Quelle catastrophe pour le Togo et pour le monde d'avoir un individu comme Jean-Pierre Fabre à la tête d'un pays ! Un dirigeant qui fait la promotion des trafiquants de drogue et autres criminels est un danger pour l'humanité. Les Etats-Unis qui traquent à travers le monde entier les trafiquants de tout genre et les réseaux de blanchiment d'argent doivent donc ouvrir les yeux sur les aspirations réelles du président National de l'ANC.

Visiblement l'"économiste" Jean-Pierre Fabre a un plan macabre pour le Togo. En annonçant aux Togolais et au monde entier que s'il a la destinée du Togo il s'appuiera sur les fonds illicites provenant de la drogue et bloquera les transactions commerciales des multina-

tionales pour construire le pays, Jean-Pierre Fabre projette conduire vers l'abîme le Togo que Faure Gnassingbé se bat, nuit et jour, à développer. Les Togolais n'ont pas besoin d'un individu comme le président de l'ANC à la tête du pays.

Aliziu Dominique

## Lumière

### La marque de la bête "666" (10<sup>ème</sup> Partie)

Après cela, je regardais, et voici, un autre était semblable à un léopard, et avait sur le dos quatre ailes comme un oiseau ; cet animal avait quatre têtes, et la domination lui fut donnée.

Après cela, je regardais pendant mes visions nocturnes, et voici il y avait un quatrième animal terrible, épouvantable et extraordinairement fort, il avait de grandes dents de fer, il mangeait, brisait, et il foulait aux pieds ce qui restait ; il était différent de tous les animaux précédents, et il avait dix cornes". Nous voyons ici quatre animaux que Daniel a vus ; le premier animal est semblable à un lion : c'était le premier empire babylonien avec le roi Nebudcatnetsar. Le deuxième animal semblable à un ours, est le deuxième empire des Mèdes et des Perses avec le roi Darius. Le troisième animal semblable à un léopard est de Grèce. Et enfin le quatrième animal, c'était l'empire Romain.

Cela s'explique dans Daniel 2 :36-43 : "Voilà le songe. Nous en donnerons l'explication devant le roi. O roi, tu es le roi des rois, car le Dieu des cieus t'a donné l'empire, la puissance, la force et la gloire ; il a remis entre tes mains, en quelque lieu qu'ils habitent, les enfants des hommes, la force et la gloire ; il a remis entre tes mains, en quelque lieu qu'ils habitent, les enfants des hommes, les bêtes des champs et les oiseaux du ciel, et il t'a fait dominer sur eux tous : c'est toi qui es la tête d'or.

Après toi, il s'élèvera un royaume, moindre que le tien ; puis un troisième royaume, qui sera d'airain, et qui dominera sur toute la terre. Il y aura un quatrième royaume, fort comme du fer, de même que le fer brise et rompt tout, il brisera et rompra tout, comme le fer qui met tout en pièces. Et comme tu as vu les pieds et les orteils en partie d'argile de potier et en partie de fer, ce royaume sera divisé ; mais il y aura en lui quelque chose de la force du fer, parce que tu as vu le fer mêlé avec l'argile. Et comme les doigts des pieds étaient en partie d'argile, ce royaume sera en partie fort et en partie fragile. Tu as vu le fer mêlé avec l'argile, parce qu'ils se mêleront par des alliances humaines ; mais ils ne seront point unis l'un à l'autre, de même que le fer ne s'allie point avec l'argile."

Nous voyons que ces deux passages montrent les quatre animaux qui représentent les quatre royaumes qui existaient sur la terre. Quand la bête ou le dictateur mondial viendra, il prendra la puissance ou l'autorité de ces quatre royaumes pour gouverner le monde.

Remarquons que dans Daniel 2 : 37, le lion (Nebudcatnetsar) a gouverné le monde, il a détruit le temple de Jérusalem, égorgé beaucoup de Juifs, et les a amenés en esclavages à Babylone. Quand l'antéchrist viendra, il fera les mêmes choses aux saints selon Apocalypse 13 :10. Ces quatre royaumes sont les quatre esprits méchants et ces quatre esprits méchants représentent également les princes dont parle Paul dans Ephésiens 6 :12 : "Car nous n'avons pas à lutter contre la chair et le sang, mais contre les dominations, contre les autorités, contre les princes de ce monde de ténèbres, contre les esprits méchants dans les lieux célestes".

Nous constatons que ces quatre esprits sont présents dans Apocalypse 13 :2 : "La bête que je vis était semblable à un léopard ; ses pieds étaient comme ceux d'un ours ; et sa gueule comme une gueule de lion. Le dragon lui donna sa puissance, et son trône, et une grande autorité. Nous voyons le même lion, le même léopard et ours, la puissance et l'autorité".

Lisons encore Apocalypse 13 :1 : "Puis, je vis monter de la mer une bête qui avait dix cornes et sept têtes, et sur ses cornes dix diadèmes, et sur ses têtes des noms de blasphème". Les cornes sont les dix rois.

Ecoutez cette bonne parole chaque vendredi de 10heures à 11heures sur radio Carré Jeune (RCJ 103.1 FM)

Frère Koffi : 90213158 / Visitez le site [www.retour-doctrine-apotres.fr](http://www.retour-doctrine-apotres.fr)  
E-mail [laveritequilibere@yahoo.fr](mailto:laveritequilibere@yahoo.fr)

## Fait divers

### DIMANCHE NOIR A DJAMTA COPE

Un malheur ne vient jamais seul, dit-on. Pendant que les braqueurs attaquaient l'autocar sur la nationale n°1, plus précisément à Djamta Copé, dans un autre coin de cette localité, s'est déroulé un autre drame heureusement moins catastrophique que le premier.

En effet, un fils du milieu, aventurier en terre ivoirienne, offrait aux siens un festin qui a mal fini. L'homme avait organisé ce festin au lendemain de la célébration de son mariage avec sa dulcinée qui n'est autre que la fille aînée du chef.

Très satisfait du soutien de la population et voulant faire plaisir à l'autorité locale, il a bien voulu remercier toutes ces bonnes volontés en leur offrant un festin particulier et typiquement africain qu'il a baptisé "festival de grillade" comme cela se fait dans sa zone de résidence en Côte d'Ivoire.

Koffi Koutourkou avait pour la circonstance requis le Cabanar, la place de réjouissance des jeunes. Le propriétaire des lieux avait, de sa manière, apporté sa pierre au succès de la soirée. Il avait invité son ami Kossi Agbéto, un "spécialiste d'écrans" résident à Lomé, pour y installer ses instruments et jouer pour les invités.

Les gens, en majorité des jeunes, étaient venus très nombreux. Ils y étaient pour manger et goûter à toutes sortes de spécialités en matière de grillades. Parmi eux, l'on notait les membres des familles des mariés. Ils étaient installés naturellement au premier plan, pas trop loin de l'écran géant. Les tables dressées tout près de l'écran, étaient bien garnies. Pour la circonstance, le couple Afi et Koutourkou était placé face à la foule, entouré des parrains.

Ce rendez-vous gastronomique pourtant débuté dans une atmosphère de gaieté, a très tôt tourné court non pas à cause du drame qui s'est déroulé sur la route mais de la chute de poteaux.

En effet, selon le sieur Koubouté, témoin des faits, au moment où les gens s'affairaient à goûter tous les plats, une bousculade s'en est suivie, causée probablement par des invités, provoquant la chute des poteaux qui supportaient l'écran géant. Ces poteaux n'avaient pas résisté au vent et avaient fini par céder sous le poids et la puissance de la bousculade, blessant plusieurs personnes.

"Tout s'est passé si vite qu'on a rien vu venir", raconte Koubouté, membre du staff chargé de la sécurité au moment des faits. "On a vu les attaches se rompre et puis l'écran a cédé immédiatement. Eh Dieu !", a-t-il ajouté, les deux mains sur la tête.

Sur-le-champ, on a dénombré plusieurs blessés légers. Certaines personnes étaient touchées à la tête et d'autres aux pieds.

Finalement, c'est un seul blessé qui sera évacué d'urgence au centre de soins à Wahala. Il éprouvait des difficultés à respirer normalement. Mais aux dernières nouvelles, il serait hors de danger. Quelle triste fin pour une fête qui se voulait traditionnellement passionnante et particulièrement amoureuse !

B. TALOM

## Lisez tous les jeudis votre Journal

“Chronique de la Semaine”

## Politique d'électrification rurale et urbaine : La CEET innove pour répondre aux attentes de la clientèle

Conformément à la vision du chef de l'Etat qui a fait du secteur énergétique un axe primordial de sa politique de développement du pays, la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) ne ménage aucun effort pour mettre à la disposition de sa clientèle, l'énergie électrique de qualité et en quantité. Dans cette perspective, plusieurs projets ont été initiés par la CEET, allant du renforcement du réseau électrique en vue d'améliorer considérablement la qualité de l'énergie électrique, à l'extension du réseau électrique (électrification rurale et urbaine) en passant par la diversification des sources d'énergie. Il s'agit essentiellement pour la CEET de faire en sorte que " l'électricité soit, dans notre pays, le vecteur de l'économie et du développement ".

Au titre de ces projets ambitieux, figurent en bonne place les projets d'extension



Dr Gnanbé Djétéli, Dg de la CEET

sommet de l'Etat, qui a permis de sauver le pays, ces dernières années, des délestages qui s'étaient emparés de la sous-région.

### Faure Gnassingbé sauve le Togo des délestages

En 2013, le Togo n'a pas sombré dans le "noir" comme ce fut le cas des autres pays de la sous-région. Il a été sauvé de cette catastrophe

gétique.

En 2013, la demande du Togo culmine autour de 145 MW en moyenne avec des seuils de 160 MW, alors que l'importation ne lui fournissait que 110 MW. La CEET devrait se débrouiller pour résorber un déficit de près de 50 MW.

Face à cette situation, le chef de l'Etat a décidé de prendre le taureau par les

ont décidé de mettre en branle un certain nombre de dispositifs leur permettant d'améliorer leurs prestations de services. Par le renforcement de capacités de son personnel, l'écoute des besoins de la clientèle et en développant davantage ses services clientèles, la CEET a réussi à rapprocher ses services des populations. Désormais, les paiements des factures d'électricité se fait chez des partenaires de la CEET (SPT, UTB, ORABANK, WARI, MOOV) ou dans les espaces commerciaux et les nouvelles agences ouvertes un peu partout dans le pays.

### Les priorités du secteur énergétique au Togo

Pour rendre accessible l'énergie électrique de qualité, la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) a initié plusieurs projets pour un coût estimé à plus de 73, 735 millions de francs CFA. Au nombre de ces projets, on peut citer :

- **Les projets d'électrification rurale**, un chantier très important, soutenu par les partenaires du pays, et qui a été décliné en plusieurs phases afin de lui assurer une meilleure efficacité. Ce projet est subdivisé en quatre phases : la phase 1 est soutenue par la BIDC pour un montant de 6,25 milliards de francs CFA ; la même structure, la BIDC, parraine un autre projet d'électrification de 69 localités pour un montant de 8 500 000 000 FCFA. La phase 2 est financée par le gouvernement indien à hauteur de 7,5 milliards de francs CFA et couvre 69 villages, alors que les phases 3 et 4 sont soutenues par l'UEMOA et l'EXIM BANK INDE et concernent respectivement l'électrification des infrastructures communautaires (pour 2 562 000 000 FCFA) et la couverture électrique de 150 localités du pays.

- **Les projets d'électrification rurale transfrontalière**. Ce volet comporte deux phases. La première financée par l'UE, la CEB, la CEET et l'ECG, va couvrir les besoins en électricité de 21 villages pour un coût de 2 milliards de francs CFA. La seconde phase prend en compte 21 localités pour un montant de plus de 2,1 milliards de nos francs. Ce financement est assuré par l'UE, la CEB, la CEET et l'ECG.

- **Les projets de renforcement et de construction**

**des alimentations en énergie électrique.** Ces projets prennent en compte essentiellement le volet distribution qui a ciblé trois actions principales : la construction de lignes moyennes tensions (MT) interurbaines (coût estimatif 6 615 000 000 FCFA, financé conjointement par la FDE et la CEET) ; le renforcement et l'extension du réseau de distribution de Lomé et de 10 villes de l'intérieur pour un montant de 15 milliards de nos francs, entièrement financé par le bailleur chinois, EXIM BANK CHINE ; et le renforcement et l'extension du réseau et les postes de distribution dans les villes de l'intérieur pour un coût estimatif de 350 millions de nos francs, entièrement financés par la CEET.

- **Les projets de renforcement de la capacité de distribution de l'énergie électrique** dans les grandes villes de l'intérieur. Plusieurs villes sont ciblées par les mini projets, notamment Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong où est prévue la construction de réseau de moyenne tension (MT), financée par la BIDC et la CEET pour un coût de plus de 6 milliards de francs CFA. De même à Bassar, Atakpamé et Sokodé, il est question de changement de tension, alors qu'à Amlamé et à Atakpamé, il est prévu la réhabilitation et le renforcement des postes existants.

- **Les projets de mise à jour de la cartographie et des infrastructures de la CEET**, une initiative de la CEET pour un montant d'un demi-milliard de FCFA.

Malgré ces différents projets, les responsables du secteur de l'énergie ne veulent pas s'arrêter là. Toujours à la quête de l'excellence, ils explorent d'autres solutions, notamment les énergies renouvelables, objet d'expérimentation dans trois localités présélectionnées et abritant des kits solaires photovoltaïques.

Au demeurant, les différents projets entrepris çà et là par la CEET et qui sont en phase avec la politique énergétique initiée par les plus hautes autorités du pays, sonnent le glas des délestages intempestifs qui mettent à rude épreuve l'économie nationale. Maintenir le cap de cette nouvelle dynamique paraît essentiel si l'on a en ligne de mire le développement durable du pays.

JPB



Une nouvelle agence de la CEET a ouvert ses portes à Kégué, à Lomé

du réseau électrique, notamment l'électrification rurale et urbaine, déjà en cours d'exécution, et le renforcement du réseau électrique existant en vue d'améliorer qualitativement et quantitativement l'énergie électrique disponible.

Aussi, pour être à la hauteur des attentes des consommateurs de plus en plus exigeants, la direction générale de la CEET a entrepris l'organisation des sessions de renforcements des capacités de son personnel, cheville ouvrière de cette révolution de l'énergie voulue par les plus hautes autorités du pays. C'est sans nul doute cette dynamique impulsée au

énergétique grâce au soutien du chef de l'Etat. Ce soutien estimé à environ 30 milliards de francs CFA, a permis à la CEET de combler le déficit de 250 GWh, correspondant à 10 à 35% de la consommation.

Le Togo, à l'instar de certains de ses voisins, importe de l'énergie électrique du Ghana et du Nigéria à travers la CEB. Malheureusement en 2013, la production de ce pays était insuffisante pour eux-mêmes, rendant l'exportation de cette denrée presque impossible. Ce qui a créé un déficit considérable pour les pays importateurs, à l'origine de l'instabilité éner-

giques à travers des mesures idoines : mise à la disposition de la CETT la centrale de Contour Global qui produit environ 100 MW, la rénovation de la centrale de Lomé B (10 MW), sans oublier les efforts des petites centrales de l'intérieur du pays.

Cette idée lumineuse du chef de l'Etat de pourvoir le pays d'une centrale et de réhabiliter celle existantes, a été la clef, en 2013, qui a permis de mettre le pays à l'abri des délestages ayant affecté la majorité des pays de la sous-région.

A côté de ces efforts des plus hautes autorités du pays, les responsables de la CEET

# DOSSIER : Le Togo sur la bonne voie pour son éligibilité au Millenium Challenge Account

Le Togo de 2005 est différent de celui de 2014. En effet, depuis quelques années, le gouvernement togolais, sous l'impulsion du Chef de l'Etat, a entrepris des efforts pour mettre notre pays sur la voie du développement et le hisser au rang des pays émergents. Aucun domaine n'est oublié : politique, économique et social. Beaucoup de choses ont été faites et les résultats sont tangibles. A l'heure où notre pays a encore besoin des financements des partenaires pour poursuivre les différents chantiers ouverts dans tous les domaines, il convient de capitaliser ces efforts. Ceux-ci peuvent, vu la détermination affichée par les premières autorités du pays, attirer de nouveaux financements comme ceux du Millénium Challenge Account (MCA).

Quels sont donc les efforts réalisés par le Togo pour espérer être éligible à ce programme des USA ?

Du 1er au 9 juillet dernier, la cellule Millenium Challenge Account du Togo a effectué une mission de contact et d'exploration aux Etats-Unis d'Amérique. Cette mission conduite par M. Baba Stanislas, coordinateur de la cellule MCA-Togo, avait pour but de permettre à l'agence Millenium Challenge Corporation (MCC) et aux institutions partenaires de prendre connaissance des "progrès récents réalisés par le Togo en matière de bonne gouvernance, d'investissement dans le capital humain et de liberté économique".

La mission a rencontré la Banque mondiale, des Ong chargées de la collecte et du traitement des données sur les avancées des pays candidats au programme MCA. Elle a permis d'attirer l'attention de ces interlocuteurs sur les données récentes sur le Togo et les amener ainsi à avoir un autre regard sur notre pays qui, depuis 2009, a réalisé d'importants progrès dans divers domaines.

On peut citer notamment les mesures visant l'amélioration du climat des affaires, l'entame de certaines réformes politiques, la mise en place de l'Office Togolais des Recettes (OTR), le lancement des activités de la phase pilote du guichet unique pour le commerce extérieur portant sur les imports des conteneurs complets par SEGUCE, la mise en place du guichet unique pour faciliter la création d'entreprises au Togo, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), les efforts pour garantir la liberté de presse et d'opinion, etc., autant d'actes visibles qui traduisent la volonté des autorités togolaises de hisser le Togo au rang des Etats modernes et des pays éligibles.

**Renforcer les acquis et faire**



Un échangeur en construction à Lomé

mieux

Malgré ces avancées, beaucoup d'efforts restent encore à faire. Et les partenaires veillent au grain. Ils ont d'ailleurs exhorté le Togo à améliorer certains aspects de sa gouvernance, notamment la lutte contre l'impunité et la corruption, l'actualisation du site de l'Assemblée nationale, la publication des rapports de la Cour des Comptes, la liberté d'expression, etc.

Le gouvernement est déterminé à rectifier le tir, afin d'ouvrir au pays les portes vers une éligibilité au MCA. Voilà pourquoi la coordination togolaise du MCC s'emploie à s'inspirer des "best practices" (meilleures pratiques) d'autres pays en vue de permettre au Togo des renforcer ses acquis. Pour cela, le gouvernement encourage différents acteurs au développement, membres des comités sectoriels du MCA, à faire connaître davantage les efforts réalisés dans divers domaines de sorte à améliorer les données statistiques collectées par les institutions du MCA.

**Les avancées saluées par les partenaires**

Au cours du sommet USA-Afrique tenu en août dernier à Washington aux USA, les partenaires américains ont félicité l'Afrique et son peuple pour son come-back économique tout en soulignant qu'il s'avère nécessaire de tout faire pour que l'avancement économique aille de pair avec des institutions fortes ainsi qu'une meilleure gouvernance, un peuple prospère, des droits de l'homme et la promotion de la femme. Le Togo fait partie de ces pays qui réalisent des progrès économiques importants.

Aujourd'hui, sa croissance table sur un peu plus de 6%. Un exploit réalisé en partie grâce aux mesures mises en place pour assainir les finances publiques, attirer les investissements tant publics que privés et donner confiance aux partenaires qui continuent de soutenir le financement des projets au Togo.

Les efforts entrepris dans divers domaines par les plus hautes autorités togolaises portent déjà leurs fruits. Au plan de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, notamment dans les dépenses publiques nationales, le pays a atteint, selon

la Banque Mondiale, un niveau encourageant dans les réformes en vue de s'approprier les principes qui sont à la base de tout développement harmonieux.

En visite à la mi-août en Philippines, le président de la Banque Mondiale, Jim Yong Kim, a cité le Togo comme un exemple de pays fragile qui respecte les pratiques de transparence. Cette déclaration élève ainsi le Togo au rang de premier Etat fragile à publier les données sur les dépenses publiques, des informations accessibles sur le site officiel du gouvernement.

Et le président de l'institution financière internationale n'est pas le seul à apprécier les efforts du gouvernement togolais. Il y a quelques mois, le Représentant-résident de la Banque Mondiale au Togo, Hervé Assah, citait déjà le Togo comme le premier pays de l'UEMOA à publier les informations relatives aux dépenses publiques sur le site gouvernemental.

Par ailleurs, à l'occasion de la célébration de la 7e journée mondiale de la démocratie le 15 septembre dernier, la coordinatrice du Système des Nations Unies au Togo, Mme Khadiata Lo N'Diaye, a déclaré, au cours d'un symposium national tenu à Lomé, que "les progrès démocratiques du Togo sont aujourd'hui perceptibles par tous, mais demeurent encore perfectibles". C'est pourquoi, elle a exhorté les jeunes, participants à ce symposium, à réaffirmer leur engagement à travailler, afin de "continuer la lutte pour plus de liberté, plus de dignité, plus de respect des droits de l'homme, et faire de la démocratie, notre démocratie, une réalité partagée".

Cette reconnaissance de la

part des institutions, si elle est bien méritée, doit inciter à plus d'efforts, de volonté et d'engagement des politiques et de la population togolaise toute entière pour plus de progrès dans tous les domaines, afin d'inscrire le Togo parmi les pays remplissant les conditions d'éligibilité au programme Millenium Challenge Account dont les avantages profiteront à tout le peuple togolais ; puisque le MCA est un programme de soutien à travers le financement des projets de développement.

**L'espoir est permis**

M. Pierre Simon ADOVELANDE, responsable du cabinet qui accompagne le gouvernement togolais dans le processus de Millénium Challenge Account reste optimiste quant aux chances du Togo d'être sélectionné. Il a déjà aidé son pays, le Bénin, à accéder à ces fonds.

En marge du sommet USA-Afrique à Washington, il était aux côtés du Chef de l'Etat togolais pour recevoir une délégation du MCC. Une audience au cours de

pour compléter ce qui a été déjà fait.

Pour lui, il ya espoir, " puisque l'engagement il y a trois, deux ans maintenant s'est intensifié avec la mise en place de la cellule MCA à la tête de laquelle un coordonnateur a été nommé. Elle fait le suivi au quotidien avec le gouvernement. De ce point de vue, nous pouvons dire qu'il y a de l'espoir".

Il a laissé entendre que les progrès réalisés par le Togo depuis le mois de janvier jusqu'à maintenant ne pourront se refléter que dans l'attente des scores qui vont sortir dans le mois d'octobre ou novembre 2014. " Nous pouvons dire qu'avec le cas du Togo, des efforts énormes ont été faits. Non seulement des efforts ont été faits, mais la preuve a été donnée par les différents décrets et lois qui ont été pris pour accompagner ces réformes. Donc, nous pouvons dire que les perspectives sont très bonnes", a souligné M. Pierre Simon ADOVELANDE.

Le MCC a un mécanisme de collecte d'informations très efficace parce qu'il s'adresse à des



Stanislas Baba (dt), président de la cellule nationale du MCC

laquelle, le Chef de l'Etat avait renouvelé l'engagement du Togo à tout mettre en œuvre pour remplir les critères du programme. M. Adovelande a expliqué l'évolution du programme au Togo à notre confrère de "Indépendant Express".

" La rencontre de l'équipe du MCA avec le Chef de l'Etat (sur le sol américain; ndr) a permis de clarifier le niveau d'engagement au sommet de l'Etat dans les réformes qui accompagnent les indicateurs de MCC pour le Togo ", a-t-il confié. Il a indiqué que c'est l'opportunité de faire part à la partie américaine des réformes importantes qui sont en cours

structures et institutions indépendantes.

Le MCA est un projet du gouvernement américain qui consiste à aider des Etats éligibles selon des critères de gouvernance à bénéficier des centaines de millions de dollars pour leur développement.

Il assiste les pays éligibles dans la lutte contre la pauvreté par l'accélération de la croissance économique. Ses domaines d'intervention sont divers, allant des infrastructures au secteur productif en passant par les secteurs sociaux.

**Pierre Agbada**

## Les Etats-Unis font don d'équipements militaires à l'Armée Togolaise

**D'importants équipements matériels militaires des Etats-Unis vont être remis aux autorités militaires du Togo demain au cours d'une cérémonie qui se déroulera au Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix (CEOMP) situé dans l'enceinte du Camp du 2e RIA à Adidogomé à Lomé.**

L'ambassadeur des Etats-Unis au Togo, M. Robert E. Whitehead et le Gal de brigade Abalo Khadanga, Chef d'Etat-major général des FAT seront présents à cette cérémonie.

Ce geste des Etats-Unis s'inscrit dans le cadre de

l'appui du gouvernement américain à la participation du Togo aux opérations de maintien de la paix. Le coût de ce matériel composé de centaines de véhicules, d'appareils de transmission, d'équipement de surveillance, de déploiement et de survie, ainsi que d'utilitaires individuels est estimé à plus de sept milliards de francs (7.000.000.000 FCFA).

Les équipements offerts serviront dans le cadre de plusieurs missions extérieures parmi lesquelles la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

**Pierre A.**

# QATAR 2022 : Le grand déballage attendra "quelques mois"

Après un an d'enquête, le rapport sur l'attribution des Coupes du monde 2018 et 2022 respectivement à la Russie et au Qatar, a été remis à la FIFA début septembre. Président de la chambre d'instruction de l'instance dirigeante du ballons rond, Hans-Joachim Eckert rendra ses conclusions dans "quelques mois" seulement mais met en garde : "beaucoup ne vont pas aimer ce que je vais leur dire".

Très attendu au terme d'un an d'enquête, le fameux rapport de Michael Garcia, ancien procureur de New-York, sur l'attribution des Coupes du monde 2018 et 2022, entachée de soupçons de corrup-

tion, a enfin été remis à Hans-Joachim Eckert, président de la chambre juridictionnelle de la commission d'éthique de la FIFA, le 4 septembre dernier.

Il faudrait d'ailleurs plutôt dire les rapports puisque, outre le rapport de 360 pages qui concerne l'attribution du Mondial 2022 au Qatar, deux rapports supplémentaires concernant l'analyse des activités des équipes de candidatures des Etats-Unis et de la Russie", organisatrice du Mondial 2022, ont également été remis.

### Pas de réattribution en vue

Le document est l'aboutissement de longues investigations menées à travers plus de 75 entretiens et détaillées au long de



Sepp Blatter, président de la FIFA

200 000 pages. Hans-Joachim Eckert lit actuellement le rapport et ne rendra ses conclusions que dans "quelques mois". Mais il en

déjà donné un avant-goût en disant douter "que le football et l'éthique puissent encore fonctionner ensemble" et en prévenant

que "beaucoup ne vont pas aimer ce que je vais leur dire".

Le Qatar doit-il trembler pour autant ? Non car la chambre de jugement de la FIFA possède un rôle uniquement disciplinaire.

Autrement dit, seules des sanctions ciblant des individus en particulier peuvent être prononcées.

Pour annuler l'attribution du Mondial à l'émirat, il faudrait une décision émanant du comité exécutif de la FIFA, justement accusé de corruption et qui se réunira le 25 septembre, bien avant que Hans-Joachim Eckert n'ait rendu ses conclusions...

### Sanctions contre "certains individus" ?

"Le rapport met en avant certains détails des faits, tire des conclusions concernant les actions à entreprendre concernant certains individus, identifie les points à référer à d'autres commissions de la FIFA et formule des recommandations quant aux futures procédures de candidature", se contente d'indiquer la FIFA dans un vocabulaire assez obscur.

Si des cas de corruption sont avérés, l'instance dirigeante du football mondial serait à nouveau secouée. Surtout si le nom de Sepp Blatter, son président depuis 1998 et candidat à sa propre succession en 2015, venait à apparaître. Mais le Suisse n'est plus à une casse-rolle près...

Source ; @afrik.com

JPB

# ENVIRONNEMENT : La couche d'ozone en reconstitution !

La couche d'ozone, protecteur de la planète Terre, qui avait subi des agressions de la part des CFC, notamment le gaz à effets de serre, montrerait des signes de reconstitution, d'après le dernier bulletin de santé publié, la semaine dernière, par l'Organisation des Nations Unies(ONU).



La couche d'ozone a entamée sa lente reconstitution

Petitement, la couche d'ozone se rétablit de ses agressions. Elle a montré des signes de guérison, selon le dernier bulletin de santé publié par l'ONU, il y a quelques jours.

Selon ce bulletin, les trous béants qu'elle comportait commencent par se boucher. Mais, il faudrait attendre encore de longues années pour penser à une

guérison complète, à un remblai total, souligne le bulletin.

A l'origine de ces trous béants dans la couche d'ozone, l'émission des CFC qui est liée à la grande industrialisation. Les grands pays industrialisés sont les gros fabri-

cants de ces CFC qui ont des effets nocifs sur la couche d'ozone.

Selon des spécialistes, il faudrait attendre jusqu'en 2050 pour voir cette couche d'ozone retrouver sa forme des années 80.

Si la projection la plus optimis-

te de l'ONU fixe la réalisation de cet objectif à l'horizon 2050, les scientifiques reconnaissent que la plaie béante située au-dessus de l'Antarctique sera particulièrement difficile à colmater avant cette date.

Pour l'heure, l'urgence concerne le réchauffement climatique causé par les émissions de gaz à effets de serre dont le gaz carbonique. Les Etats réunis en Assemblée générale sur l'environnement, avaient décidé conjointement d'une formule assez simple qui n'absout pas les gros pollueurs ; on se rappelle la célèbre formule " pollueur/payer ", qui contraint les gros pollueurs à s'acquitter d'une certaine redevance financière.



## La Caisse Nationale de Sécurité Sociale

N°2380/14/CNSS/DG/DA-SP



### COMMUNIQUE

La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) informe le public qu'elle est propriétaire d'un terrain non bâti sis à Tsévié-Davié-Adidomé, lieu dit KPONVEME à l'ouest du péage de Davié, d'une contenance superficielle de 51ha 96a 83ca objet du Titre Foncier n°35 860 R T.

La CNSS tient à rappeler à toute personne qui aurait acquis ou s'aventurerait à acquérir des lots de terrain dans ledit domaine, qu'elle le ferait à ses risques et périls, car conformément aux dispositions de l'article 96 du décret foncier du 24 Juillet 1906, le Titre Foncier est définitif et inattaquable et confère le droit de propriété à la CNSS sur l'immeuble, objet du Titre Foncier n°35 860 R T.

Pour toute information, s'adresser à la direction administrative de la CNSS, tél : 22 53 55 44 ou 22 53 56 24.

Fait à LOME, le 12 SEPT 2014

Le Directeur Général  
Koffi Kadanga WALLA



# Alerte Virus Ebola

## **EBOLA : EVITONS TOUS LA PROPAGATION DU VIRUS!**

Le virus Ebola, maladie virale hautement contagieuse et très mortelle, sévit depuis quelques mois dans la sous-région ouest africaine. L'Organisation Mondiale de la Santé, OMS, vient de décréter l'épidémie comme une « **urgence de santé publique de portée mondiale** ».

Cela indique donc qu'une mobilisation générale doit être engagée par tous pour éviter la propagation du virus.

Signalons au Centre de Santé le plus proche, aux numéros d'urgences habituels et au **numéro vert 111**, tout cas suspect présentant l'un des signes cliniques accompagnant une forte fièvre suivants :

- diarrhée sanglante
- selles noires
- saignement du nez, de la peau, des gencives ou à tout autre endroit du corps
- sang dans les urines
- crachats contenant des traces de sang
- sang dans les vomissements.

Evitons la contagion de la maladie en observant le respect scrupuleux des règles élémentaires de prévention suivantes :

- éviter tout contact direct avec les personnes malades ou mortes de la maladie
- éviter de manipuler du sang, des sécrétions, des organes ou des liquides biologiques d'animaux ou de personnes infectés,
- ne pas manipuler les gibiers tels que les agoutis, les rats, les souris, les porcs épics, les lièvres, les antilopes, les chauves-souris, les chimpanzés, les gorilles (vivants ou morts).

**Evitons tous la propagation du virus d'Ebola !**

CECI EST UN MESSAGE DU CONSEIL NATIONAL DES PATRONS DE PRESSE.

Siège : Maison de la presse, Tokoin Trésor - BP : 81213-Lomé-Togo  
Tél : (00228) 90 11 05 06 / 90 15 87 53 / 22 35 77 66 - Email : conapptogo@yahoo.fr